

REPUBLIQUE FRANCAISE  
DEPARTEMENT DU CALVADOS

COMMUNE DE OUISTREHAM

EXTRAIT DE LA  
SEANCE DU 12 FEVRIER 2024

L'an deux mille vingt-quatre, le lundi 12 février à 18h, le Conseil Municipal, légalement convoqué le 6 février, s'est réuni en séance ordinaire en l'Hôtel de Ville, sous la présidence de Romain BAIL, maire de Ouistreham.

**Etaient présents :** Catherine LECHEVALLIER, Pascal CHRETIEN, Isabelle MÜLLER DE SCHONGOR, Robert PUJOL, Luc JAMMET, Matthieu BIGOT, maires adjoints,

Annick CHAPELIER, François PELLERIN, Patrick QUIVRIN, Josiane CLEMENT-LEFRANÇOIS, Thierry TOLOS, Béatrice PINON (**absente pendant la délibération**), Pascale DEUTSCH, Nadia AOUEDE, Paul BESOMBES, Jean-Pierre MENARD-TOMBETTE, Martial MAUGER, Amélie NAUDOT, Pascale SEGAUD CASTEX, Raphaël CHAUVOIS, Yves MESLÉ, Christophe NOURRY, Emmanuel TISON, Isabelle VILLEY DESMESERETS, Nicolas FRENOD, conseillers municipaux.

**Absents excusés / pouvoirs (P) :** Sabine MIRALLES (P. Mme MÜLLER de SCHONGOR), Sophie POLEYN (Mme LECHEVALLIER), Christophe GSELL.

Secrétaire de séance : M. BIGOT.

## Urbanisme :

## DROIT D'OCCUPATION DES SOLS – SIGNATURE D'UN AVENANT A LA CONVENTION CART@DS

DEL20240212\_10

Présents : 25

Pouvoirs : 2

Abstentions :

Suffrages exprimés : 27

Pour : 27

Contre :

**Annexe :** - avenant**Rapporteur :** M. Chrétien – VU en C° finances du 8/02/2024

Pour rappel, la commune de Ouistreham n'a pas souhaité intégrer le service commun Autorisation Droits du Sol mais désire continuer à utiliser le logiciel qui permettait d'enregistrer les différentes autorisations d'urbanismes, d'en suivre la demande/la déclaration jusqu'à la fin de la procédure. Aussi, le conseil municipal, par délibération en date du 29 mai 2018, a validé le principe de l'adhésion au service proposé par Caen la mer de mise à disposition du logiciel CART@ADS dans le cadre d'un conventionnement.

Cette convention arrivant à échéance au 31/12/2024, la CU propose de prolonger l'adhésion pour 4 années, soit jusqu'au 31/12/2028.

Par ailleurs, la convention originale établissait une adhésion jusqu'en 2021 avec possibilité de prolonger par tacite reconduction jusqu'en 2024 mais elle ne précisait aucun montant pour les années de reconduction tacite ; il convient donc de régulariser les montants dus à la CU pour les années 2022 et suivantes.

Entendu l'exposé et après délibération, le CONSEIL MUNICIPAL, à l'unanimité des présents<sup>1</sup>,

➔ **VALIDE** les termes de l'avenant n°1 à la convention, dont le projet est joint à la convocation, qui prolonge notamment la durée de l'adhésion jusqu'au 31/12/2028 et établit les nouvelles dispositions financières (tarifs appliqués par la CU et régularisations des années 2023 et 2024) ;

➔ **S'ENGAGE** à inscrire chaque année les crédits correspondant au montant de l'adhésion au service comme indiqué dans le tableau ci-après (*hors frais d'extraction des documents propres à la commune, service optionnel*) :

Année	2024	2025	2026	2027	2028
montant	4500€	4500€	3000€	3000€	3000€

➔ **AUTORISE** le Maire à signer l'avenant et tous actes qui en découlent.

Fait et délibéré en séance les jour, mois et an que dessus.

Extrait conforme aux registres des délibérations.

Le registre dûment signé,

LE MAIRE

Romain BAIL

Affichée le  
Certifiée exécutoire le



<sup>1</sup> Mme Pinon est absente pendant la délibération.